Sciences Po Paris à l'heure de l'hypersélection

La suppression du concours d'entrée et l'intégration à la procédure Parcoursup ont fait exploser le nombre de candidats en 2021. Et évoluer le profil des admis, venant d'horizons plus divers qu'auparavant.

Par Jessica Gourdon - publié 25/11/2021 – Le Monde à 10h53

C'est un raz de marée auquel Sciences Po ne s'attendait pas. Au printemps 2021, 12 000 lycéens de terminale se sont portés candidats pour intégrer l'institut d'études politiques (IEP) parisien. En un an, le chiffre a tout simplement doublé, pour un nombre de places (793) stable. Le taux de sélection a mécaniquement plongé : seuls 6,6 % des postulants ont été admis. L'entonnoir s'est drastiquement rétréci, et a fait entrer l'école dans l'ère de l'hypersélection.

Cette hausse soudaine du nombre des candidatures n'a rien d'un hasard : depuis cette année, l'établissement n'organise plus de concours. Pour les lycéens, plus besoin de se rendre, au mois de février, dans un centre d'examens pour plancher sur de lourdes épreuves écrites d'histoire, de sciences sociales ou d'anglais : désormais, l'IEP sélectionne ses futurs étudiants sur Parcoursup, sur la base des notes obtenues au lycée et d'un dossier à remplir, puis par un oral (organisé en distanciel). De quoi lever des barrières et inciter davantage de jeunes à tenter leur chance. « C'est avant tout la présence de Sciences Po sur Parcoursup qui a contribué à la très forte hausse du nombre de candidats. Cela a facilité une candidature qui nécessitait auparavant une démarche spécifique qui décourageait les lycéens les moins "légitimes" », observe le sociologue Marco Oberti, professeur à Sciences Po, spécialiste de la procédure d'admission.

Les très bons bulletins ne suffisent plus. L'enjeu est désormais de « sortir du lot ».

Qui sont les 6,6 % d'élus à avoir été reçus en 2021, au terme de cette sélection inédite ? D'abord d'excellents élèves. Les admis que nous avons interrogés tournaient tous à 17 de moyenne ou plus. Cette année, Sciences Po affirme que 97 % des admis ont eu, au bac, une mention très bien, et 50 % ont même décroché les félicitations du jury (18 ou plus). Mais à l'heure de l'hypercompétition, les très bons bulletins ne suffisent plus à départager les candidats. L'enjeu est désormais de se distinguer, à une époque où les notes sont plus généreuses que jadis et où 13 % des bacheliers généraux décrochent une mention très bien (ils étaient 1,3 % en 2001).

Système à l'anglo-saxonne

Pour cela, Sciences Po a mis en place un système à l'anglo-saxonne, loin des épreuves de concours pouvant conduire, selon la critique habituelle, à recruter des « clones » surentraînés. Une position singulière dans le monde des grandes écoles. Un talent à raconter une histoire, un point de vue sur le monde, une passion dont on sait tirer parti, des responsabilités ou des engagements, des performances artistiques ou sportives, un sens de l'intérêt général : voilà ce que recherche désormais Sciences Po, indiquent ses responsables. Qui tentent de mesurer ces capacités au travers de l'entretien oral et de plusieurs travaux écrits, à adjoindre au dossier Parcoursup. Par exemple, en 2022, les candidats devront expliquer quelle statue ils souhaiteraient voir ériger dans l'espace public, ou dire à quels événements du XX^e siècle ils auraient souhaité participer.

Camille Saignavongs, étudiante en première année, avait évoqué dans sa présentation écrite sa place en tant que femme d'origine asiatique en France, l'image de ses homologues dans la société, le racisme qu'elle subissait. « J'ai un projet de service civique pour changer les représentations dans ce domaine », explique cette fille d'un père laotien chauffeur de taxi et d'une mère vietnamienne, comptable actuellement au chômage. Son CV était par ailleurs bien rempli : lycée international de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), club cinéma, danse, piano...

Lucas Degardins, issu du lycée privé Saint-Laurent de Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), a, lui, disserté sur son rôle d'entraîneur de foot pour enfants, rôle qu'il a tenu de la classe de 5° à la terminale, deux jours par semaine. « J'ai appris beaucoup en termes de patience, d'encadrement, de pédagogie », raconte celui qui a aussi mis en avant sa biculturalité — sa mère, professeure d'anglais, est jordanienne. Il parle arabe couramment, se dit passionné par la géopolitique du Moyen-Orient — il a d'ailleurs intégré le cycle spécialisé du campus de Sciences Po à Menton (Alpes-Maritimes). « L'un des trucs qui me tiennent le plus à cœur dans la vie, c'est de travailler pour la paix », dit ce « fan » de Dominique de Villepin. Son objectif : le Quai d'Orsay.

Amélie Delepancque, en première année au campus de Reims, n'a pas non plus eu de mal à se distinguer : elle a pratiqué toute sa jeunesse l'escrime en compétition, jusqu'aux championnats de France. « J'ai expliqué ce que cela m'avait apporté en termes d'organisation, de persévérance », raconte cette fille d'enseignants, scolarisée l'an passé dans un lycée de l'Ain.

Cette volonté de rechercher des étudiants « qui sortent du lot » peut conduire à des stratégies de distinction artificielles voire fictives, poussées par des parents très au fait de ces nouveaux critères de sélection. « On n'est pas naïf, on sait que Sciences Po valorise ce genre de chose », commente Antoine Villain, 18 ans, en première année, qui rêve d'intégrer l'Ecole nationale de la magistrature pour devenir procureur. Dans sa candidature, cet ex-lycéen de Creil (Oise) a parlé de ses lectures sur la Révolution française et de sa « passion » pour la politique. A l'appui, il a évoqué la plate-forme de discussion virtuelle, sur le réseau social Discord, qu'il avait créée pour débattre de sujets d'actualité. Une passion sincère : à peine débarqué rue Saint-Guillaume, il a rejoint la section du Printemps républicain à Sciences Po, une association dont il est l'un des membres actifs.

Plus de diversité sociale et territoriale

S'ils sont tous d'excellents élèves avec des parcours particuliers, ces néoadmis ont aussi des origines plus variées que les promotions recrutées par le biais du concours. C'était d'ailleurs l'un des enjeux principaux de la réforme : accroître la diversité sociale et géographique des étudiants. Sujet sur lequel Sciences Po part de loin : selon une étude publiée début 2021, pilotée notamment par Marco Oberti, 66 % des admis via la procédure par concours avaient au moins un parent cadre ou exerçant une profession intellectuelle supérieure ; 7 % étaient enfants d'employés ou d'ouvriers. En outre, 70 lycées (il en existe 2 500 en France), situés essentiellement à Paris, dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, fournissaient chaque année le gros de ses troupes à la Rue Saint-Guillaume. A contrario, deux tiers des lycées de France n'envoyaient pas — ou presque pas — d'élèves à Sciences Po pendant les quatre années observées par les chercheurs.

Cette année, le taux de boursiers de l'enseignement secondaire – indicateur qui permet de repérer des jeunes issus de familles aux revenus très bas – a doublé parmi les « première année », passant de 5 % en 2019 à 13 % en 2021 pour les admis issus de la voie principale (Sciences Po recrute parallèlement des élèves par une autre procédure, dite CEP, réservée aux jeunes scolarisés dans 166 lycées défavorisés). Un bond qui découle en grande partie des quotas en vigueur sur Parcoursup : désormais, à niveau égal, un boursier peut passer « devant » un non-boursier dans le classement général des candidats, afin d'atteindre un certain pourcentage parmi les admis (ce quota, fixé par le rectorat pour chaque formation, est égal au taux de boursiers parmi les candidats majoré de deux points).

Aussi, le nombre de lycées d'origine des candidats a bondi en un an (+ 45 %), brisant les situations de mainmise de certains d'entre eux sur ce concours. Dans ce contexte, des proviseurs d'établissements jadis « champions » se sont émus auprès de Sciences Po de voir leur nombre d'admis diminuer drastiquement. Sciences Po s'est engagé à les recevoir... « Mais on leur explique qu'au vu de la hausse du nombre de candidats, les choses ne

peuvent plus être les mêmes qu'avant », commente Myriam Dubois, directrice de la formation.

« La réforme a créé des opportunités pour d'excellents élèves de lycées ordinaires, souvent situés hors Île-de-France. » Marco Oberti, enseignant à Sciences Po

Le point le plus sensible : en donnant un poids prépondérant aux notes depuis la 2^{de}, la procédure désavantagerait les établissements d'élite qui ont des pratiques de notation plus sévères ou qui s'adaptent à un public de très bon niveau. « Le jeu classique de la hiérarchie des lycées a été brouillé par la réforme, qui a ainsi créé davantage d'opportunités pour d'excellents élèves de lycées ordinaires, pour beaucoup situés hors Ile-de-France. Cela leur a ouvert la porte et a contribué à diversifier socialement et territorialement le recrutement », résume Marco Oberti. En clair : pour entrer à Sciences Po aujourd'hui, mieux vaut avoir 18 de moyenne dans un lycée moyen, que d'être à 16 dans un excellent lycée où de nombreux élèves se portent chaque année candidats.

Prise en compte du « contexte »

Sciences Po pousse toutefois les examinateurs — ils sont près de 1 000 — à prendre en compte, dans la note qu'ils attribuent à chaque dossier, le « contexte » dans lequel évolue l'élève. Cette notion est toutefois très floue, Sciences Po n'ayant pas établi, comme l'université Paris-Dauphine - PSL, de classement des lycées pour évaluer les dossiers. « On attribue à chaque examinateur plusieurs dossiers issus d'un même lycée pour qu'ils puissent mieux appréhender la culture de la notation et la culture pédagogique d'un établissement », expose Gabriela Crouzet, la directrice des admissions de Sciences Po. L'année dernière, un lycéen s'est vanté sur les réseaux sociaux d'avoir été admissible à l'oral... sans avoir terminé les travaux écrits demandés dans le dossier. Faisant planer le doute : les écrits étaient-ils vraiment lus par les évaluateurs ? L'IEP l'assure, et livre son explication : le candidat avait de si bonnes notes (en gros, près de 20 de moyenne) que les

points issus de ses travaux écrits n'auraient même pas été nécessaires pour qu'il soit admissible aux oraux.

« On ne pouvait plus continuer à sélectionner en fonction de la capacité des élèves à suivre une prépa privée. » Gabriela Crouzet, directrice des admissions de Sciences Po

Ces néo-admis ont un autre trait commun: ils se sont beaucoup préparés. Fils d'un couple de médecins d'Autun (Saône-et-Loire), Charles Vermeere, qui était interne en classe bilangue dans l'un des meilleurs lycées lyonnais, Les Chartreux, a passé « des heures et des heures » à peaufiner ses lettres, dans lesquelles il a évoqué sa passion pour l'histoire militaire et les guerres napoléoniennes en particulier. Lucas dit avoir passé « une vingtaine » d'oraux blancs à distance, grâce à l'association SOS Sciences Po, qui met en relation des étudiants et des jeunes candidats. Amélie, de son côté, s'était inscrite en parallèle à une prépa privée à distance, PGE-PGO. « C'était utile car ça m'a surtout forcée à travailler le week-end, à rendre des devoirs » — même si le rôle de ces prépas, prépondérant avant la réforme, a largement diminué. « Avant, on savait qu'une grande partie des admis avaient recours à ces prépas souvent onéreuses. On ne pouvait plus continuer à sélectionner en fonction de la capacité des élèves à suivre ces prépas », poursuit Gabriela Crouzet.

Si cette réforme a suscité un immense appel d'air, elle a fait aussi – et c'est inhérent au système Parcoursup – beaucoup de déçus. « Pendant plusieurs jours, seuls ceux qui étaient convoqués recevaient un message, au comptegouttes. Les jours passent et tu te demandes : est-ce que je vais en recevoir un ? Mais non, rien, le vide. Même pas un merci d'avoir candidaté », regrette Sara Rotondo, qui, avec son 16 de moyenne, s'est rabattue sur une licence à l'Institut catholique de Paris. Cette année, Sciences Po promet d'envoyer un message à tous les candidats, qu'ils soient admis ou non.

Jessica Gourdon